



LES EUROPÉENS



NOTRE PROJET

POUR RELANCER L'EUROPE !

L'Europe s'essouffle car nos chefs d'État ne proposent que des projets qui divisent les Européens : nous savons que l'Europe ne pourra pas avancer si l'on impose de manière autoritaire des mesures dont les autres pays que la France ne veulent pas.

Pour relancer l'Europe, nous proposons de grands projets fédérateurs qui peuvent rassembler les 28 États car tous y auront intérêt : la fin des contributions nationales, la propriété des données personnelles, le livret E européen, etc.



NOS PROPOSITIONS

- 4 - *DES INSTITUTIONS PLUS DÉMOCRATIQUES ET PLUS EFFICACES*
- 8 - *SAUVER LA PLANÈTE POUR NOS ENFANTS*
- 11 - *UNE EUROPE STRATÈGE FACE AU RESTE DU MONDE*
- 15 - *UNE EUROPE UNIE QUI ASSURE NOTRE PROTECTION*
- 18 - *UNE EUROPE PLUS JUSTE*





LES EUROPÉENS



01

***DES INSTITUTIONS PLUS
DÉMOCRATIQUES
ET PLUS EFFICACES***

NOTRE CONSTAT

Les citoyens ne croient plus en l'Europe lorsqu'elle n'est plus efficace. Il faut changer son mode de gouvernance : Jean-Christophe Lagarde est le seul député français à avoir voté contre l'élargissement en 2004 parce qu'on n'avait pas transformé la gouvernance de l'Europe et qu'il pressentait les difficultés que cela pouvait présenter.

Aussi, l'Europe crève de son manque de démocratie. 390 millions de citoyens vont voter en Europe le 26 mai mais c'est Monsieur Macron et Madame Merkel qui choisiront qui gouvernera l'Europe ! Ce sont les chefs d'État qui choisissent toujours le Président de la Commission le plus insipide pour ne pas les déranger.

NOS PROPOSITIONS

RENDRE 91 MILLIARDS AUX FRANÇAIS AVEC UNE RÉVOLUTION DU FINANCEMENT DE L'UE

L'Europe est financée essentiellement par des dotations des États membres. Ce système, déjà dénoncé par Jean Monnet, fragilise l'action européenne et renforce les égoïsmes nationaux.

Nous proposons de supprimer totalement les contributions des États, ce qui permettrait de rendre 91 milliards d'euros aux Français dans le prochain cadre budgétaire. La moitié doit être affectée au désendettement du pays.

En substitution, nous proposons un budget alternatif chiffré, basé sur une taxation des produits importés en Europe en fonction de leur impact carbone, une taxe sur les transactions financières à hauteur de 0,01%, l'attribution d'une fraction d'impôt sur les sociétés et la mise en place d'un système d'exemption de visa européen, sur le modèle de l'ESTA aux Etats-Unis.

1 - Une taxe sur les importations de produits polluants pouvant rapporter 490 milliards d'euros sur sept ans. Nous proposons de créer une nouvelle ressource propre de l'Union européenne, une taxe sur les produits importés en Europe en fonction de leur impact carbone. La tonne de carbone est actuellement valorisée à 35 euros dans le cadre du système d'échange de quota carbone créé par l'UE et les importations européennes représentent 2 milliards de tonnes de carbone par an. Si l'instauration d'une taxation française sur le kérosène est une imposture dans un secteur très concurrentiel, elle aurait tout son sens au niveau européen et serait incluse dans cette taxation carbone.

2 - Une taxe sur les transactions financières pouvant rapporter 385 milliards d'euros sur sept ans. Cette taxe permettrait de mettre fin à l'exemption fiscale des opérations financières, notamment sur la TVA. Nous défendons le projet de taxe sur les transactions financières (TTF) présenté par la Commission en 2011, et mettant en œuvre deux taxes de 0,01% et de 0,1% selon la nature des titres et obligations. Cette taxe vise surtout les transactions à haute fréquence, symbole de la finance automatisée et informatisée.

3 - Une taxe sur les visas de touristes extra-européens qui pourrait rapporter 43,7 milliards d'euros sur sept ans. Le nombre de touristes non européens qui se rendent dans un autre pays européen est évalué à 39 millions par an. L'Union Européenne est l'une des premières destinations touristiques mondiales. A l'image de l'ESTA américain, nous proposons de rendre payant l'ETIAS, le système entièrement électronique qui permet de suivre les visiteurs des pays qui n'ont pas besoin de visa pour entrer dans la zone Schengen.

LA FIN DES VÉTOS QUI PARALYSENT L'EUROPE AVEC LA GÉNÉRALISATION DU VOTE À LA MAJORITÉ

QUALIFIÉE SUR LES SUJETS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Rien ne peut avancer sans changer la manière dont l'Europe est gouvernée. Il faut en finir avec les vétos et les systèmes de vote à l'unanimité qui permettent à un seul État, même le plus petit, de bloquer les 27 autres ! Ces vétos ont empêché de mettre en place une liste noire européenne des paradis fiscaux, d'assurer notre indépendance énergétique ou encore de faire véritablement face ensemble au terrorisme.

Pour rompre avec cette paralysie, **nous proposons que le vote à la majorité qualifiée devienne la norme pour toutes les décisions au Conseil de l'Union Européenne sur les sujets économiques et sociaux.**

DES COMMISSAIRES EUROPÉENS CHOISIS DÉMOCRATIQUEMENT

Les élections européennes n'ont aucune véritable influence sur le choix du Commissaire français qui siégera à la Commission Européenne : quel que soit le résultat, Monsieur Macron le désignera derrière des portes closes sans tenir compte des résultats du scrutin. Ainsi, en 2014, c'est Pierre Moscovici qui a été choisi alors que 87% des Français avaient voté contre le PS !

Nous proposons que le mode de désignation des commissaires européens tienne compte du vote des électeurs : le candidat sélectionné par le chef d'État devra obtenir la validation des eurodéputés du pays concerné à la majorité absolue, c'est à dire un avis conforme d'au moins 40 eurodéputés.

UN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION ÉLU PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN

EN TENANT COMPTE DU RÉSULTAT DES ÉLECTIONS

L'Union Européenne n'est pas encore vraiment démocratique : 400 millions d'Européens voteront le 26 mai, mais c'est Madame Merkel et Monsieur Macron qui choisiront celui ou celle qui gouvernera l'Europe pendant 5 ans.

Monsieur Macron s'est d'ailleurs opposé à ce que le parti européen qui gagne les élections puisse désigner le Président de la Commission.

Nous proposons que, comme dans n'importe quelle démocratie normale, le Président de la Commission Européenne soit élu par les parlementaires européens, en fonction des résultats des élections européennes, et non plus selon un simple avis conforme (article 17 du TUE).

L'ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT DU CONSEIL EUROPÉEN POUR DÉFENDRE

DIRECTEMENT L'INTÉRÊT DES EUROPÉENS FACE AUX ÉGOÏSMES

Nous proposons que le **Président du Conseil européen soit directement élu au suffrage universel**. Sa première mission serait défendre l'intérêt des citoyens européens lors des réunions des gouvernements et des chefs d'États au Conseil.

LA MISE EN PLACE D'UN RÉFÉRENDUM EUROPÉEN CITOYEN

Nous proposons la mise en place d'un référendum européen citoyen permettant de supprimer une loi existante, de proposer un règlement européen ou de modifier les traités.

Un seuil minimum de 4,5 millions de signatures à l'échelle européenne (c'est à dire 1% de la population, un peu moins qu'en Suisse où le système fonctionne bien et nécessite 1,25% de la population) serait nécessaire pour déclencher un référendum européen citoyen. Ce référendum créerait un véritable corps électoral européen, rendrait l'Europe plus démocratique et plus efficace alors que le système actuel paralyse la prise de décision.

POUR LA CRÉATION D'UN BILLET DE 1 EURO

Le billet d'un dollar est aujourd'hui le symbole de la superpuissance de la monnaie américaine, échangeable dans le monde entier. Le billet vert est mondialement connu et reconnu. Le billet d'un dollar, pourtant moins fort, est plus grand que notre billet de cinq euros, mais surtout plus connu et reconnu mondialement.

Nous proposons donc la création de billets d'un euro. Contrairement aux pièces, les billets peuvent être échangés partout : un billet d'un euro sera donc un moyen de paiement efficace et internationalement adapté ce qui facilitera les échanges hors zone euro et renforcera le poids de notre devise face à la suprématie du dollar. Ce billet d'un euro renforcera aussi la valeur symbolique de notre devise auprès des citoyens et dans le monde et deviendra, comme le dollar, l'emblème de la puissance économique européenne au-delà de notre continent.

CRÉATION D'UN RÉSEAU ET D'UN PASS DES MUSÉES EUROPÉENS

Erasmus l'a démontré, la plus belle réussite européenne ce sont les échanges universitaires et culturels. Il existe, aujourd'hui, un réseau européen des musées d'histoire.

La réussite de ce réseau démontre la pertinence de créer un réseau européen de tous les musées. Pour donner du sens à ce projet, **nous proposons que les touristes européens bénéficient d'un Pass européen des Musées permettant l'accès aux plus grands musées du continent à des tarifs préférentiels.**

CRÉER UN « ERASMUS » DES FONCTIONNAIRES ET DES AGENTS PUBLICS PERMETTANT

DES STAGES D'ÉCHANGE AVEC L'UNION ET ENTRE ÉTATS MEMBRES

En théorie, les fonctions publiques des États membres sont ouvertes aux ressortissants européens (à l'exception des emplois dits « réservés » des secteurs régaliens). Toutefois, en pratique, les mobilités sont très rares alors qu'elles permettraient une meilleure synergie entre les États.

Nous voulons créer un Erasmus des fonctionnaires pour faciliter les passerelles entre les administrations des États membres (par un système d'Erasmus de stages d'échange de plusieurs mois), **et entre les administrations nationales et la Commission européenne.**



LES EUROPÉENS



02

SAUVER LA PLANÈTE

POUR NOS ENFANTS

NOTRE CONSTAT

Nous sommes le plus petit continent et le plus tempéré : lutter contre le réchauffement climatique est vital pour l'Europe. Nous devons devenir le premier continent vert.

Cependant, les peuples européens ne pourront y parvenir seuls : 90% des émissions de CO² sont émises dans des pays étrangers !

L'Europe doit tirer profit de son statut de première puissance commerciale mondiale pour faire pression sur les grandes puissances émettrices de CO².

NOS PROPOSITIONS

UN LIVRET E ENVIRONNEMENTAL EUROPÉEN

Nous proposons de créer un Livret E comme Environnement et Europe, sur le modèle du Livret A qui finance le logement social. Ce « Livret E » utilisera l'épargne populaire pour financer de grands projets environnementaux et d'avenir en Europe :

- un plan hydrogène pour les bateaux et les avions ;
- la rénovation thermique des passoires énergétiques ;
- les nouvelles techniques de sélections végétales pour une agriculture sans pesticides
- la lutte contre les micro-plastiques ;

Mieux géré que le livret de développement durable et solidaire (LDDS) français qui doit continuer à appuyer les PME, ce Livret E permettra un placement stable et rémunérateur grâce auquel les Européens sauront que leur argent finance leur avenir et celui de leurs enfants.

PAS DE DEALS COMMERCIAUX AVEC DES PAYS QUI NE RESPECTENT PAS L'ACCORD DE PARIS

GRÂCE À L'INSERTION DE CLAUSES DE SAUVEGARDE

Nous ne parviendrons pas à sauver le climat tout seuls : à peine 1% des émissions de gaz à effet de serre mondiales est française. Par contre, l'Europe importe chaque année 1 700 milliards d'euros de marchandises : à ce titre elle est suffisamment puissante pour faire pression sur la Chine, l'Inde, les États-Unis dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Nous proposons l'inclusion systématique de “mesures de sauvegarde spéciale” dans les accords commerciaux que l'UE signe avec d'autres pays afin de modifier les conditions de ces accords en cas de non-respect des objectifs de l'Accord de Paris pour le climat. Dans l'Accord de Partenariat Transpacifique, les États-Unis avaient inclus des mesures de sauvegarde spéciale en fonction du respect de la liberté syndicale au Vietnam. Si les États-Unis protègent les syndicalistes vietnamiens grâce à leurs deals commerciaux, l'Europe peut bien protéger la planète grâce à ses accords commerciaux !

Aujourd'hui, Nathalie Loiseau explique qu'aucun accord commercial ne sera signé sans respect de l'Accord de Paris. C'est une supercherie : un pays peut parfaitement signer l'Accord sans le respecter pour autant par la suite ! D'où l'intérêt de clauses de sauvegarde spéciale que nous défendons.

LANCER UNE CROISADE VERTE CONTRE LE CONTINENT PLASTIQUE

Nous proposons un grand projet fédérateur pour l'Europe : une croisade contre le “continent” plastique, cet immense amas de déchets dans le Pacifique, trois fois plus grand que la France, qui pollue nos océans. L'Europe doit se montrer précurseuse et trouver des solutions innovantes pour nettoyer l'océan : notre santé et de celle de notre planète sont en jeu. Cette pollution des océans nous concerne tous. Ce n'est pas parce qu'elle semble lointaine qu'elle n'affecte pas - par les courants par exemple - des océans plus proches et l'ensemble de la chaîne alimentaire.

Toutefois, pour venir à bout du continent plastique sur le long terme, l'Union Européenne doit agir sur le flux de plastiques rejetés dans l'Océan : pour cela, nous voulons que l'UE agisse résolument auprès de l'Assemblée Générale de l'ONU pour obtenir l'adoption d'un traité international imposant à chaque pays l'établissement et le respect de stratégies et d'objectifs de recyclage. Pour montrer l'exemple sur la scène internationale, l'Union Européenne doit développer les industries de recyclage sur son propre territoire et parvenir à l'horizon 2030 à recycler 70 % du plastique qu'elle produit. L'UE doit aussi développer l'éco-conception des produits : le meilleur déchet, c'est celui qui n'est pas produit.

DEVENIR LE LEADER MONDIAL DES TRANSPORTS À HYDROGÈNE

L'Europe doit être leader mondial des transports maritimes et aériens à hydrogène. Nous devons lancer un grand plan européen pour l'hydrogène avec l'obligation d'optimiser à 100% l'utilisation des énergies renouvelables et des centrales nucléaires en dirigeant **tous les surplus de production vers la production d'hydrogène par électrolyse.**

POUR MANGER MIEUX, UN RÈGLEMENT EUROPÉEN CONTRE L'IMPORTATION D'ALIMENTS TRAITÉS

AVEC DES MOLÉCULES INTERDITES EN EUROPE

Pour protéger le consommateur, un produit interdit en Europe ne peut pas entrer dans nos assiettes, sous quelque forme que ce soit ! Plusieurs produits, comme l'atrazine, le lactofen ou l'acéphate, sont interdits en Europe mais, autorisés dans les cultures à l'étranger, ils finissent dans nos assiettes.

En effet, l'Union européenne interdit certains pesticides et impose des normes sanitaires et environnementales contraignantes pour nos agriculteurs. Toutefois, elle autorise dans le même temps l'importation de produits étrangers traités avec ces mêmes pesticides interdits chez nous : ainsi les cerises turques traitées au diméthoate autorisées par le gouvernement français.

Nous proposons un règlement européen qui proscrie l'importation de biens de consommations alimentaires traités avec l'un des 300 produits phytosanitaires interdits en Europe.

FINANCER LA RECHERCHE DE PRODUITS DE SUBSTITUTION AU GLYPHOSATE ET AU CUIVRE

Alors que les citoyens européens se préoccupent de plus en plus de ce qu'ils ont dans leur assiette, il est impératif que l'Europe invente le modèle agricole de demain, durable, sain et assurant aux agriculteurs une juste rémunération.

Nous proposons d'augmenter les budgets européens liés à la recherche agronomique et de se concentrer sur 2 projets : l'agriculture de précision pour mettre les nouvelles technologies au service de nos agriculteurs et les nouvelles techniques de sélections végétales pour assurer aux espèces une meilleure résistance aux maladies et aux parasites.

ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL : POUR LA GÉNÉRALISATION DU NUTRI-SCORE

L'augmentation de l'obésité est une réalité et nous savons que les mauvaises habitudes alimentaires en sont majoritairement responsables. **Selon l'OMS, l'obésité concerne un enfant sur trois et un adulte sur deux en Europe.**

Pour lutter contre ce fléau, la France a mis au point son propre système de score nutritionnel : un logo permettant de classer les aliments en fonction de leur composition nutritionnelle. Sur la base du volontariat, le Nutri-Score est affiché par les industriels sur les emballages. C'est un outil ludique et efficace qui permet au consommateur d'identifier rapidement la qualité du produit qu'il achète.

Nous proposons que cette réussite française soit généralisée et rendue obligatoire par la réglementation européenne sur l'étiquetage nutritionnel à l'horizon 2025.



LES EUROPÉENS



03

UNE EUROPE STRATÈGE

FACE AU RESTE DU MONDE

NOTRE CONSTAT

L'Europe est trop naïve face aux États-Unis, à la Chine et au reste du monde. Trop libérale, trop mercantile, l'Europe défend mal ses intérêts face aux grandes puissances économiques.

NOS PROPOSITIONS

LES GÉANTS DU NUMÉRIQUE DOIVENT NOUS PAYER :

POUR UN RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LA PROPRIÉTÉ DES DONNÉES PERSONNELLES

Les chiffres d'affaires cumulés des GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) ont dépassé la barre des 500 milliards de dollars en 2017, avec plus 77 milliards de dollars de bénéfices. Ces plateformes se rémunèrent grâce à la revente des données à des fins publicitaires et le ciblage marketing. Ces business models se sont construits sur l'exploitation des données personnelles européennes sans aucune contrepartie, alors que, selon Médiamétrie, 26 millions de Français se connectent quotidiennement sur Facebook !

Le modèle économique de ces grands opérateurs du numérique est fondé sur la collecte de données européennes qu'ils obtiennent gratuitement. Aujourd'hui, toutes leurs innovations technologiques majeures dans le domaine de la médecine, des biotechnologies dépendent de la somme de données qu'ils collectent.

Facebook, Google et les géants du numérique doivent payer les citoyens européens quand ils exploitent leurs données : nous proposons de faire adopter un règlement européen sur la propriété des données personnelles. Si nous ne voulons pas devenir une colonie numérique américaine, il faut agir au niveau européen. Cette proposition est soutenue par le PDG de BlackBerry et par le nouveau gouverneur de Californie, Gavin Newsom.

En rendant les citoyens propriétaires de leurs données, nous leur offrons un choix. A partir du moment où l'on reconnaît que nos données ont une valeur et que les citoyens en sont propriétaires, les Français pourront choisir entre deux options : être rémunéré par les GAFA pour la collecte de leurs données, ou bien les conserver et interdire tout traitement automatisé, quitte alors à payer le prix du service qui est aujourd'hui gratuit.

UNE RIPOSTE À L'EXTRA-TERRITORIALITÉ DES SANCTIONS AMÉRICAINES

QUALIFIÉE SUR LES SUJETS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Grâce à l'hégémonie du dollar, les États-Unis ont imposé 20 milliards de dollars d'amendes à des sociétés européennes au seul motif d'avoir violé les lois américaines sur l'embargo ou la corruption internationale. Les entreprises européennes cumulent 10 des 17 plus grosses amendes exigées par la justice américaine !

Les américains imposent leur loi et infligent aux entreprises du monde entier des sanctions économiques et commerciales qu'ils édictent eux-mêmes. L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) américain est un service du Trésor qui veille à l'application des sanctions internationales américaines dans le domaine financier. Il emploie environ 200 personnes et a un budget de plus de 30 millions de dollars.

Pour riposter à ces sanctions extraterritoriales qui menacent notre souveraineté et nos entreprises, nous proposerons au Parlement européen la création d'un organisme européen pour riposter aux sanctions américaines, sur le modèle de l'OFAC.

IMPOSER UN PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ POUR L'OUVERTURE

DES MARCHÉS PUBLICS AUX ENTREPRISES DES GRANDES PUISSANCES

L'Europe est naïve quand elle ouvre largement ses marchés publics aux entreprises extra-européennes alors que les entreprises européennes n'ont pas accès aux mêmes marchés.

Comment a-t-on pu accepter qu'une entreprise japonaise du ferroviaire remporte un appel d'offres de 8 milliards d'euros en Europe alors que, chez eux, les Japonais réservent ces marchés sensibles aux seuls Japonais ? Nous proposons de **créer une règle de réciprocité : aucun marché public européen ne doit plus être ouvert aux entreprises chinoises, indiennes et américaines tant qu'ils n'ouvriront pas eux- mêmes leurs propres marchés publics.**

EMPÊCHER L'ACCAPAREMENT DE NOS TERRES AGRICOLES PAR DES INVESTISSEURS

L'Europe est naïve quand elle laisse de grandes entreprises asiatiques acheter des terres agricoles en France pour exporter la production à l'étranger, notamment en Chine. Ces groupes étrangers achètent à des prix défiant toute concurrence des terres agricoles françaises et européennes pour en destiner le fruit à leurs propres pays.

Une multinationale chinoise a par exemple acheté 1 600 hectares dans l'Allier au double du prix du marché. En Roumanie, 10 % des terres agricoles sont détenues par des investisseurs internationaux non-européens. **Nous proposons de lutter contre l'accaparement des terres en interdisant leur cession à des personnes morales extra-européennes.**

CRÉER UNE VÉRITABLE POLITIQUE EUROPÉENNE DU MÉDICAMENT FACE AU RISQUE DE PÉNURIE

A l'heure actuelle nous ne contrôlons pas assez la production des médicaments. 70 % des principes actifs, ces molécules à la base des médicaments, sont fabriqués hors Europe. Alors qu'un Français sur quatre a déjà été confronté à une pénurie de médicament, nous devons assurer l'autonomie de l'Europe en la matière.

De plus, les trafics de médicaments contrefaits mettent en danger les Français en les exposant à des médicaments dont la qualité n'a pas été vérifiée - plus d'1,5 million de faux comprimés a été interceptés à l'aéroport de Roissy en 2016.

Nous voulons donner à **l'Agence Européenne des Médicaments les moyens de garantir l'approvisionnement en flux continu des médicaments** pour éviter les ruptures de stocks, maintenir des sites de production stratégiques en Europe pour ne pas être dépendant de producteurs non-européens et **lutter contre les trafics de médicaments.**

LA MISE EN PLACE D'UN RÉFÉRENDUM EUROPÉEN CITOYEN

Nous proposons la mise en place d'un référendum européen citoyen permettant de supprimer une loi existante, de proposer un règlement européen ou de modifier les traités.

Un seuil minimum de 4,5 millions de signatures à l'échelle européenne (c'est à dire 1% de la population, un peu moins qu'en Suisse - 1,25% de la population - où le système fonctionne bien) serait nécessaire pour déclencher un référendum européen citoyen. Ceci permettrait de créer un véritable corps électoral européen, de rendre l'Europe plus démocratique et plus efficace alors que le système de gouvernance actuel paralyse la prise de décision.

DÉMANTELER DES ACTIVITÉS EUROPÉENNES DE GOOGLE

Google profite de son monopole sur le marché du moteur de recherche pour mettre en avant ses propres services. **Face aux abus de position dominante de Google, nous voulons appliquer la législation antitrust et démanteler les activités de Google en Europe.**

Le Parlement Européen doit encourager la commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager, dans son projet de démantèlement de Google en l'obligeant à séparer ses activités européennes en plusieurs entreprises. Démanteler une entreprise comme Google ne serait pas une première dans l'histoire : quand la Standard Oil a été démantelé par un juge américain au début du XXème siècle, elle avait moins de parts de marché que Google aujourd'hui !

RENDRE OBLIGATOIRE LE STOCKAGE DE DONNÉES

SUR DES SERVEURS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE EUROPÉEN

Les négociations des accords se font dans la plus grande opacité. Alors que nous négocions actuellement le TAFTA avec les États-Unis, nous n'avons presque aucune visibilité sur les détails de l'accord.

Pour éviter tout nouveau CETA, l'Europe doit redéfinir les règles de ces négociations commerciales avec des pays extérieurs. Nous proposons de rendre publique et transparentes les négociations des accords de libre-échange.

IMPOSER AUX PLATEFORMES UN QUOTA DE 40% D'ŒUVRES RÉALISÉES

Loin de la naïveté actuelle de l'Union, les États-Unis avaient imposé en 1946 un accord qui avait permis au cinéma américain d'inonder le marché français (et d'imposer son modèle culturel). Aujourd'hui, les plateformes (comme Netflix) imposent également les productions audiovisuelles nord-américaines. **Nous voulons relever à 40% d'œuvres réalisées et produites en Europe le quota imposé à ces plateformes.**

RENDRE PUBLIQUES ET TRANSPARENTES LES NÉGOCIATIONS DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Les négociations des accords se font dans la plus grande opacité. Alors que nous négocions actuellement le TAFTA avec les États-Unis, nous n'avons presque aucune visibilité sur les détails de l'accord.

Pour éviter tout nouveau CETA, l'Europe doit redéfinir les règles de ces négociations commerciales avec des pays extérieurs. **Nous proposons de rendre publique et transparentes les négociations des accords de libre-échange.**

GARANTIR À NOS PÊCHEURS LEURS DROITS D'ACCÈS AUX EAUX TERRITORIALES BRITANNIQUES

Les pêcheurs français pourraient être les premières victimes économiques d'un « no deal » avec le Royaume-Uni, en se voyant refuser l'accès aux eaux britanniques. Ils pourraient perdre 30% de leurs revenus : environ 35% des captures françaises sont faites dans les eaux britanniques (soit 110 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017).

Nous voulons assurer l'accès aux eaux britanniques à nos marins-pêcheurs, même en cas de Brexit sans accord. **Nous proposons de conditionner cet accès à la liberté d'accès à notre espace aérien européens pour les avions appartenant à des groupes britanniques, dans le but de faire pression sur les Britanniques pour défendre nos pêcheurs.**



LES EUROPÉENS



04

**UNE EUROPE UNIE
QUI ASSURE NOTRE
PROTECTION**

NOTRE CONSTAT

L'Europe n'a pas échoué sur les questions régaliennes puisqu'on ne lui en a jamais confié la responsabilité. L'Europe n'a aucun moyen réel pour protéger nos frontières ni lutter contre le terrorisme. Nos frontières nationales arrêtent nos policiers et nos magistrats, pas les terroristes ni les grands criminels.

NOS PROPOSITIONS

UN FBI ET UN PARQUET EUROPÉENS FACE AU TERRORISME ET AU GRAND BANDITISME

Aujourd'hui, nos frontières nationales n'arrêtent plus les terroristes et les criminels, mais elles arrêtent toujours les policiers et les magistrats. Nous voulons mettre fin à cette impuissance qui met en danger les citoyens. La simple coopération judiciaire entre États sur le modèle d'Europol ne suffit plus : les attentats terroristes que nous avons subis sur notre sol l'ont malheureusement démontré. Pour y remédier, **nous proposons de créer un FBI européen - une véritable police européenne - et un parquet européen habilités à poursuivre les crimes lorsqu'ils sont transfrontaliers par nature.**

La Commission Européenne actuelle, soutenue par Monsieur Macron, est uniquement centrée sur le marché intérieur : alors qu'il fallait créer un parquet européen contre le terrorisme, ils ont limité les missions du parquet européen actuel à la lutte contre la fraude à la TVA !

POUR LA CRÉATION D'UNE AGENCE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS

POUR EN FINIR AVEC L'IMPUISSANCE ET L'INEFFICACITÉ

Grâce à l'Europe, nous avons aboli les frontières terrestres avec nos amis allemands, espagnols, italiens, belges. L'Europe a permis la liberté de circulation des citoyens en Europe pour étudier, travailler et vivre.

Cette liberté de circulation est un acquis communautaire auquel Madame Le Pen et Monsieur Wauquiez veulent renoncer mais nous ne pouvons nous y résoudre. En revanche, nous ne sommes jamais allés au bout de la logique de l'espace Schengen : nous avons supprimé les frontières intérieures entre les pays européens, mais nous n'avons pas créé ensemble de véritable frontière extérieure de l'Union européenne ! Comment protéger nos 13 000 kilomètres avec à peine 600 agents de FRONTEX dédiés au niveau européen ?

Il est temps de protéger ensemble nos frontières. Nous ne pouvons plus laisser les Grecs et les Italiens assumer à eux seuls la protection de nos frontières extérieures. **Nous proposons la création d'une Agence Européenne des Migrations, rassemblant les structures existantes et remplaçant FRONTEX.** Cette agence aura quatre missions principales :

- **La protection des frontières de l'Europe par la création d'un véritable corps de garde-frontières européen et une police des frontières européenne**, dotés de moyens humains renforcés. Aujourd'hui, l'agence FRONTEX reste entièrement dépendante des États membres, tant pour ses effectifs que pour ses moyens (comme les 116 navires) qui lui sont seulement "prêtés".
- **La gestion de l'ensemble des demandes de visas par l'Europe** pour ne pas laisser les demandeurs utiliser les failles des administrations nationales. L'absence de gestion commune n'est pas efficace : 25% des étrangers ayant déposé une demande d'asile en France étaient en fait déjà connus dans un autre État membre de l'Union européenne ! L'administration serait fédérale mais chaque État pourrait, sur le modèle du Canada, fixer le nombre d'étrangers qu'il veut accueillir chaque année.
- **L'harmonisation des critères du droit d'asile au niveau européen**
- **L'instruction des demandes d'asile dans des centres d'accueil situés dans des pays sûrs en dehors de l'Union.** Ces centres éviteraient aux migrants d'encourir les périls d'une traverser la Méditerranée dans des conditions inhumaines ! L'UE nouera des accords avec des pays situés sur le continent d'origine des demandeurs pour pouvoir instruire les demandes d'asiles dans des centres d'accueil. Les aides européennes au développement seront allouées en priorité aux pays ayant accepté de coopérer et d'installer des centres d'accueil.

UNE CYBER-ARMÉE EUROPÉENNE

Avec le développement des usages numériques et l'utilisation des objets connectés, le nombre de cyberattaques a considérablement augmenté. En 2016, une cyberattaque contre TV5 Monde avait réussi à entraîner l'arrêt complet de la diffusion des programmes de la chaîne. Plus récemment, la messagerie email de notre ministère des Affaires étrangères a aussi été piratée, provoquant la fuite de données confidentielles. En janvier 2019, ce sont les serveurs du service public allemand qui ont été hackés, entraînant la captation de quelques milliers de documents confidentiels du Bundestag. L'Allemagne a dû faire appel aux services de la NSA pour faire face à la crise, remettant en cause sa souveraineté ! Nous devons impérativement préserver la sécurité des serveurs de nos services publics de ces attaques, qu'elles soient commises par des criminels ou par des agents opérant pour des puissances étrangères malveillantes. C'est une question de sécurité publique et de souveraineté.

Nous proposons donc de créer une cyber-armée européenne pour contrer les menaces virales. Cette cyber-armée sera localisée dans le pôle européen de la défense à Strasbourg et mise sur pied par l'intermédiaire de la Coopération Structurée Permanente (CSP) qui n'engage que les États membres qui souhaitent y participer.

RENDRE AUTONOME L'INDUSTRIE DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE

80% des achats de matériel de défense sont effectués sur une base purement nationale : une duplication coûteuse qui rend aussi nos équipements incompatibles entre eux. Nous avons actuellement 20 modèles d'avions de combats et 30 modèles de frégates différents dans l'Union. Notre manque de coopération en matière de défense coûte aux États près de 100 milliards d'euros par an.

Nous proposons de mettre en place **une « préférence européenne » assumée en matière de défense pour les achats publics et pour les dotations des financements européens afin de faire émerger des champions européens dans l'industrie de la défense.**

CRÉER UN PÔLE EUROPÉEN DE LA DÉFENSE À STRASBOURG

RASSEMBLANT TOUTES LES STRUCTURES EXISTANTES

La défense européenne dispose aujourd'hui d'une agence, d'un État-major et d'une quinzaine d'opérations actuellement déployées sur trois continents. En dispersant nos capacités communes et en juxtaposant les structures, **nous créons complexité et bureaucratie inutiles et diminuons notre efficacité.**

Nous proposons de rassembler toutes les structures de l'Union européenne dans un pôle européen de la défense à Strasbourg. Ce pôle comprendra un centre de commandement opérationnel, avec à sa tête un Commandant militaire élu par les chefs d'armées des 27 états membres, pour les missions extérieures de l'UE, notamment celles au Mali soutenant l'armée française, les groupes d'interventions rapides sur notre territoire et une nouvelle unité européenne contre les cyber-attaques. **Le pôle comprendra aussi une Académie européenne de défense et de sécurité sur le modèle de la National Defense University de Washington.**

DÉVELOPPER DES ZONES D'INVESTISSEMENT DANS LES PAYS D'ORIGINE

POUR FAIRE DE LA MIGRATION UNE SOURCE DE RICHESSE

Nous sommes partisans d'une co-croissance entre l'Europe et l'Afrique. Parce que nous sommes les seuls voisins de ce continent qui représente autant une formidable chance économique de développement commun qu'un risque majeur si nous n'accompagnons pas ses mutations parallèlement à son explosion démographique. Alors que la population africaine atteindra 2 milliards en 2050, nous devons impérativement trouver des solutions pour lier les flux migratoires à l'investissement dans leurs régions d'origine.

Nous proposons de créer des zones d'investissements dans les régions d'origine des migrants en créant des incubateurs pour des PME et des projets pouvant dynamiser l'économie locale de la région. Ces zones d'investissements créeront des opportunités d'emploi, seront financées par la migration circulaire et par des incitations sur les transferts de fonds des diasporas.



LES EUROPÉENS



04

UNE EUROPE PLUS JUSTE

NOTRE CONSTAT

L'Europe ne survivra pas si elle encourage une concurrence déloyale entre les salariés et entre les entreprises.

Il est indispensable de remédier au sentiment d'injustice fiscale et d'injustice sociale qui provoque un désamour entre l'Europe et les Français.

NOS PROPOSITIONS

HARMONISER LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Aujourd'hui, l'absence d'harmonisation des taux d'impôt sur les sociétés crée une concurrence déloyale entre les États. Ces différences de taux d'imposition profitent également aux multinationales. Il n'est pas acceptable que dans certains pays, des entreprises paient 0,1% d'impôt sur les sociétés grâce à la pratique des rescrits fiscaux. Cela représente un manque à gagner annuel entre 50 et 70 milliards d'euros pour l'ensemble des États membres.

Nous proposons que l'Union européenne encadre la fiscalité des entreprises pour en finir avec les pratiques d'optimisation ou de fraude qui fragilisent la construction européenne. Pour aller au-delà de la simple harmonisation des taux d'impôt sur les sociétés, nous proposons de définir un taux minimum et taux maximum pour l'ensemble de la fiscalité des entreprises, y compris les impôts de production.

RAPPROCHEMENT DES NIVEAUX DE PROTECTION SOCIALE

EN MÊME TEMPS QUE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

En France, quand un salarié touche 100 euros net, un employeur doit déboursier 197 euros : en Bulgarie c'est seulement 138 euros et 130 euros au Luxembourg. La concurrence ne doit plus se faire au détriment de notre protection sociale.

Pour mieux protéger les citoyens européens, **nous voulons créer un taux minimum et un taux maximum de cotisations sociales en Europe, pour que la concurrence entre les entreprises ne puisse plus se faire au détriment du niveau de protection sociale de leurs salariés.**

RÉFORME DU TRAVAIL DÉTACHÉ : QUAND ON TRAVAILLE DANS UN PAYS,

ON DOIT TOUCHER LE MÊME SALAIRE ET PAYER LES MÊMES CHARGES SOCIALES QUE LES AUTRES !

En l'état actuel des choses, le travailleur détaché est une arme de destruction massive de l'Union européenne : nous ne pouvons pas accepter que l'emploi d'un salarié soit pris par un autre au prétexte qu'il serait moins bien payé ou qu'il y aurait moins de charges sociales !

Nous proposons d'instaurer le principe de cotisations des travailleurs dans le pays d'activité afin de compenser les différences entre les États membres. Un travailleur bulgare détaché en France doit donc payer ses cotisations en France.

PRÉSERVER LE MODÈLE FRANÇAIS DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE

La décision de la Cour de Justice de l'Union européenne de payer à un sapeur-pompier volontaire ses heures d'astreintes comme des heures de travail met en péril tout le système du volontariat français. Pour préserver notre modèle français de sapeur-pompier volontaire, **nous voulons exclure ce statut du champ d'application de la directive européenne sur le temps de travail.**

AUGMENTER LE BUDGET DE LA PAC EN FAVEUR DES EXPLOITANTS

EN DIFFICULTÉ GRÂCE À LA DISPARITION DU RABAIS BRITANNIQUE

Face au projet de diminution du budget de la PAC par la Commission Européenne, nous proposons d'augmenter les moyens qui y sont consacrés. Notre solution : affecter l'enveloppe auparavant octroyée par les États membres au "rabais britannique". **Nous proposons qu'après le Brexit, chaque État ne récupère pas entièrement la contribution qu'il versait pour les Britanniques mais la conserve pour financer une augmentation de la PAC.** Le rabais Britannique coûte, chaque année, en moyenne 6,07 milliards aux États européens : en affectant ces contributions à la PAC, nous pourrions largement compenser la baisse des crédits envisagée par la Commission.

Par ailleurs, nous proposons de rétablir davantage d'équilibre dans la répartition de la PAC : 1,5% des bénéficiaires touchent plus de 30% du montant total des aides PAC ! Seulement 2,3% des agriculteurs reçoivent plus de 100 000 euros et 83 agriculteurs touchent plus de 500 000 euros !

Nous proposons de plafonner à 80 000 euros les aides directes au titre du premier pilier. L'idée est de privilégier un modèle agricole de petites structures, familiales, plutôt qu'un modèle de ferme usine tel qu'en Allemagne. La Commission propose qu'au-delà d'un plafond fixé à 100 000 euros, les paiements directs soient reversés dans le second pilier de la PAC. Nous proposons plutôt de reverser la moitié de ces sommes aux exploitants en difficulté dans le cadre du premier pilier, pour créer un système de redistribution à l'intérieur de la PAC. L'autre moitié sera affectée au financement de la recherche agronomique ou de mécanismes de soutien transitoire aux agriculteurs frappés par l'interdiction du glyphosate



LES EUROPÉENS



UNE ÉQUIPE À VOTRE ÉCOUTE

LE VOTE UDI, UN VOTE DOUBLEMENT UTILE !



07 56 95 00 15

(numéro vert non sur taxé)



www.les-europeens.eu



[legroupefacebook.eu](https://www.facebook.com/legroupefacebook.eu)

Grâce à la proportionnelle, vous êtes libre de voter pour la liste de votre choix. L'UDI est un vote doublement utile :

- 1 - votez pour avoir plus "plus de députés pro-européens au Parlement.**
- 2 - ne signez pas un nouveau chèque en blanc à Emmanuel Macron.**